

PARENTALITÉ ET POLITIQUE : LE GRAND MALENTENDU

Emily HOYOS¹

12 avril 2006. Un adolescent est poignardé à mort dans une gare bruxelloise en pleine heure de pointe. Quelques jours plus tard, une foule émue défile dans les rues de la capitale. Ce qu'elle réclame ? Une société moins violente. Ce que les responsables politiques en ont retenu ? Un prétexte pour accélérer un lot de mesures simplistes, voire sécuritaires ; une occasion de désigner le bouc émissaire de ce 21^e siècle naissant : les parents démissionnaires.

Mots-clés

- parentalité
- politique
- famille
- stage parental
- éducation
- lien social

Le ton est très rapidement donné. Dans les jours qui suivent cet affreux fait divers, le Premier Ministre s'adresse à la population ; il explique que les parents doivent consacrer plus de temps à l'éducation de leurs enfants - autant dire que dans les rangs familiaux, on hésite entre fou rire et désespoir : depuis le temps qu'on réclame de réelles politiques de conciliation des temps ! Et pendant que les enquêteurs, relayés par les médias, recherchent des meurtriers d'origine nord-africaine, les premiers coupables sont ainsi désignés : si des jeunes vivent aujourd'hui un tel manque de repères, s'ils sont prêts à s'entretenir pour un lecteur MP3, c'est que les parents ont failli dans leur mission éducative. Ne lit-on pas que "tout se joue avant 6 ans...?"

Le besoin de soutien à la parentalité est sur toutes les lèvres. En fonction des locuteurs, il prend des sens divers : stage parental pour rattraper une insuffisance (avérée ?) des parents, suppression des allocations familiales pour les responsabiliser via le portefeuille, groupes de parole pour susciter chez les parents une réflexion sur leurs fonction et action éducatives, etc. La note approuvée par le Gouvernement de

la Communauté française le 23 juin 2006 résume en une phrase la certitude qui anime les décideurs politiques à ce moment : "l'actualité récente a démontré combien la problématique de l'éducation de l'enfant, de la responsabilisation des parents à son égard et de l'accompagnement des parents sont devenus des thèmes prégnants". Ah bon.

Derrière cet engouement pour de nouvelles politiques de soutien à la parentalité se cache un profond malentendu. La hâte caractéristique de la décision politique a occulté les véritables enjeux familiaux, passé sous silence les conditions sociales, économiques, culturelles et éthiques de l'exercice de la parentalité. Certes les familles sont en attente de soutien.

Mais que faut-il soutenir, au juste ? Que signifie aujourd'hui la parentalité ?

Emanicipation individuelle et univers familial

Ce n'est plus un secret pour personne, nous vivons actuellement une phase de transformation sans précédent des modes de constitution et de fonctionne-

1. Directrice du Service d'Etudes de la Ligue des Familles.

ment des univers familiaux. Cette transformation tend vers l'apparition de nouvelles configurations familiales basées davantage sur l'individualité et le relationnel. Ce qui n'est pas sans incidence sur la temporalité familiale : si, auparavant, les individus ne connaissaient tout au long de leur cycle de vie qu'une forme d'organisation familiale, aujourd'hui, il n'est pas rare qu'un individu passe d'une histoire familiale à une autre. A ce propos, les statistiques relatives au divorce et à la monoparentalité nous informent de l'ampleur de ce phénomène. Dans le même ordre d'idées, il apparaît clairement que la procréation n'est plus la vocation principale du couple, le pourcentage à la baisse des noyaux familiaux avec enfants est un indicateur sans équivoque de ce changement de finalité.

Evolution des sciences humaines

Autre élément marquant dans l'évolution de la parentalité depuis quelques décennies, l'engouement que suscite l'approche psychologique des réalités, notamment familiales. Aujourd'hui, son hégémonie est quasi totale : on ne dénombre plus les ouvrages de vulgarisation traitant de sujets aussi divers allant de "comment mieux se connaître soi-même" au savoir faire éducatif.

Un nouveau spectre semble ainsi hanter notre société et tend à se généraliser au-delà des clivages d'appartenance sociale : l'individu, qu'il soit cadre supérieur ou ouvrier, est en souffrance, l'augmentation de la consommation d'antidépresseurs de toute classe en constitue la preuve irréfutable. Les familles n'échappent évidemment pas à cette universalisation de la souffrance. En caricaturant quelque peu, on a l'impression que la famille, sous le regard de la vulgate psychologique, se

convertit en une somme d'individus qu'il convient de traiter séparément afin d'en établir une cartographie pathologique et, partant, d'être en condition de déceler ses problèmes et y remédier. Une fois ce travail de "réparation" terminé, l'individu sera en mesure de fonctionner à nouveau et la famille de retrouver un nouvel équilibre.

Chargés de l'éducation de bébés devenus personnes dont le moindre geste ou la moindre parole risquerait de les plonger dans les pires maux psychologiques, bombardés d'informations diverses (Internet, revues, etc) et pourtant plus que jamais isolés avec leurs questions et leurs inquiétudes naturelles, les parents ressentent moins leur légitimité éducative. Et dans une société occidentale marquée par la (sur)consommation, le recours précoce aux professionnels de l'éducation se renforce, démissionnant de fait les adultes de leurs compétences parentales.

L'occultation des fondements économiques et sociaux

Force est de reconnaître que dans notre société où l'émancipation individuelle s'affiche comme une valeur essentielle et où parallèlement les inégalités sociales s'intensifient et s'individualisent, les problèmes relevant du système socio-économique ont tendance à être assimilés à des échecs personnels et les crises sociales (entre autres familiales) à des crises individuelles.

Or vivre en famille ne signifie-t-il pas être confronté à un ensemble d'impératifs professionnel, de formation, de parentalité, de travail domestique qui s'avèrent assez souvent difficiles à combiner ? Par conséquent, parler de vécu familial ne peut se réduire uniquement à retracer le parcours psychologique individuel de chaque personne sinon prendre également en

considération les contextes sociaux (groupes d'appartenance sociale, niveau de scolarité, accès aux biens culturels,...), démographiques (espérance de vie, vieillissement de la population,...), politiques (législation sociale existante, régulation juridique,...) et économiques (le marché du travail) dans lesquels chaque vie familiale particulière s'inscrit depuis sa formation jusqu'à sa dissolution.

Parentalité et politique

On le voit, c'est moins les événements tragiques récents que la refonte en profondeur des rapports sociaux (de genre, de classe et de production) et les transformations de l'univers familial qui impliquent que la parentalité soit devenue aujourd'hui une question importante.

Quand au cœur de leurs discours sur la précarité du lien social, les responsables politiques pointent la complexification du métier de parent, ou pire, les troubles de la parentalité, ils pervertissent un besoin réel des familles. Comme si la parentalité était un instrument de politique publique, comme si elle existait en dehors des rapports sociaux et économiques qui la fondent, oubliant ainsi que la fonction parentale s'exerce dans un contexte différencié socialement, économiquement et sexuellement.

Cette dénégarion des rapports sociaux et économiques qui sous-tendent la parentalité risque, à court terme, de fomenter une régulation politique des rapports privé-public de type dual : d'un côté, une gestion libérale de l'univers privé, les individus imposant leur conception de leurs univers familiaux en la justifiant par l'évocation des principes fondateurs de la démocratie (égalité, émancipation,...), soit le cas des familles où l'exercice de la fonction parentale, pluriparentale se passe relativement bien ; de l'autre, une gestion externe de l'univers privé

matérialisée dans l'intervention publique visant à faire ou à refaire du parent, soit le cas des familles stigmatisées.

Les défenseurs de ce type de soutien à la parentalité mêlent explication des faits sociaux et recherche d'une cause première, d'une origine unique. Cette vision se traduit dans un mode d'intervention qui prône la prise en charge (faire pour) dont le but est de favoriser la responsabilisation personnelle des parents. Ce qu'illustrent très bien les récentes mesures qui demandent au secteur de l'Aide à la Jeunesse de se transformer en coach parental.

Il existe une autre approche du soutien à la fonction parentale : une approche résolument dialectique. Elle part du principe que l'explication des faits sociaux doit rendre compte de la multiplicité de points de vue et des interactions existantes entre eux. Cette approche se traduit dans une modalité d'intervention axée sur la prise en compte (faire avec) des destins familiaux ; son but est d'arriver à développer des formes de solidarités collectives ainsi que d'accompagner l'individu dans son processus d'autonomisation. Elle fonde des politiques émancipatrices qui, à travers l'ensemble des domaines de l'action publique (sécurité sociale, organisation du travail, mobilité, éducation, culture, accueil de la petite enfance) facilitent l'exercice et la consolidation des rôles, fonctions et responsabilités parentales.

Cette vision de la parentalité et du soutien que doivent lui apporter les politiques publiques impose aux décideurs de ne plus voir dans les tensions éducatives une cause, mais bien un miroir des tensions sociétales de notre siècle. Elle coupe court aux discours simplistes et aux stigmatisations inutilement vexatoires et stériles. Elle dessine un horizon politique ambitieux, à la hauteur de ce qu'attendent légitimement les familles. Toutes les familles. ■